

Le discours du trône omet encore de nous parler de nos Chemins de fer Nationaux. Ce réseau n'est aucunement mentionné dans ce discours,—pas du moins dans les cinq premières pages. Pas n'y a besoin d'examiner ce document bien longtemps pour constater que la question a été entièrement oubliée. C'est parce que l'année écoulée a été la plus lamentable dans toute l'histoire de nos Chemins de fer Nationaux. Le déficit sera, à n'en pas douter, de 11 millions de dollars de plus que celui de l'année précédente. Je demande à l'honorable leader du Gouvernement d'avoir les yeux ouverts et de voir si le chiffre n'en sera pas d'une couple de millions de dollars plus élevé encore. Et pourtant, il y a à peine quelques mois nous avons entendu quelques-uns des dirigeants de ce réseau nous dire pourquoi les résultats des trois premiers mois de l'année avaient été plus lamentables que ceux de l'autre réseau et nous prédire que la situation serait meilleure au cours des neuf derniers mois. Or, les recettes des neuf derniers mois ont été plus faibles encore que celles des trois premiers mois. Tandis que le chiffre net des recettes d'exploitation du chemin de fer Pacifique-Canadien est d'environ \$3,900,000 moins élevé que celui de l'année précédente, celui de nos Chemins de fer Nationaux a baissé d'environ \$11,800,000,—ce qui représente quatre fois le chiffre net de la réduction des recettes du Pacifique-Canadien. Voilà l'histoire qu'il faudra raconter cette année, mais le discours du trône n'en fait nulle mention.

Le document renferme une allusion euphonique à la louable ambition du Gouvernement de venir en aide aux cultivateurs, ainsi qu'à l'achat de blé de l'Ouest, mais le rédacteur ne s'est pas donné la peine d'évaluer la perte éventuelle. Aux cours actuels, cette perte se chiffrera par une soixantaine de millions. Si elle atteint cette somme—personne n'est en état de dire qu'il ne l'atteindra pas ou même qu'elle ne la dépassera pas—nous n'aurons guère de difficulté à calculer l'étendue de notre régression depuis l'an dernier.

Considérons un peu où tout cela est en train de nous conduire et quelle en sera la fin. Je crois le savoir. Le discours du trône consacre plusieurs paragraphes au chômage. Il parle du programme de formation de la jeunesse. Mes honorables collègues se rappellent les lois adoptées il y a environ trois ans, visant spécialement à aider les jeunes gens des deux sexes, de fait tous ceux qui ont le droit de vote. On se vante beaucoup dernièrement des avantages que ce programme a valu aux jeunes gens. On en fait mention même dans le discours du trône. Le discours ne dit pas que le chômage a diminué; il se contente de dire que le nombre des bénéficiaires de l'assistance publique est moindre

qu'il y a deux ans. C'est bien naturel. La récolte ayant été plus abondante dans l'Ouest l'an dernier, un moindre nombre de cultivateurs ont besoin de secours. Mais, pour les ouvriers du pays, la situation est en somme la même que lorsque le Gouvernement actuel a pris le pouvoir. Les allocations de chômage aux ouvriers n'ont guère changé. Je doute fort qu'elles n'aient pas augmenté, c'est-à-dire quant au nombre des bénéficiaires. Parcourez tout le pays, si vous voulez, et vous ne trouverez personne pour vous dire que la situation s'est améliorée à cet égard. Toutes les espérances et les prophéties du Gouvernement ont été démenties. Depuis des années, je m'évertue à montrer aux membres du ministère et de la Chambre des communes, et particulièrement à la population canadienne, le seul moyen d'alléger le chômage et d'affermir nos finances publiques. Dans un pays libre, le chômage ne peut être supprimé que par la multiplication des établissements industriels avec l'accroissement d'embauchage qui en résulte. Certes, on peut y parvenir par d'autres moyens en Allemagne, en Italie et en Russie, et on y parvient en effet. Il est possible de mettre fin au chômage, de procurer de l'emploi et des salaires à tous, en enrégimentant les gens, c'est-à-dire en leur indiquant d'office leurs fonctions, soit dans l'armée, soit dans les fabriques de munitions. Mais tous ne travaillent pas dans les conditions fixées par les syndicats; les travailleurs ne déterminent pas les salaires. La liberté du sujet disparaît. La fin du chômage ne s'obtient qu'au prix de sacrifices qui, espérons-nous ardemment, ne seront jamais exigés d'Anglo-saxons.

Mais, si nous ne voulons pas nous soumettre au régime de la camisole de force, nous n'avons qu'un unique moyen de résoudre ce problème: assurer la voie libre à l'industrie, donner aux gens les moyens de se lancer dans tel ou tel domaine de l'activité et les y encourager, c'est-à-dire procurer des débouchés au courage et à l'esprit d'entreprise. Ces qualités ne manquent jamais quand l'état économique permet aux gens de mener leurs entreprises à bien, sans être écrasés dès l'abord par les impôts. Le pays regorge d'argent: chaque emprunt de l'Etat est sur-souscrit. Il y a deux ou trois ans, une émission a été souscrite plusieurs fois. D'où viennent toutes ces disponibilités, sinon de la crainte où sont les gens de placer leur argent dans d'autres titres? Il en est de même outre-frontière.

Ne pensons pas, comme semble le croire l'auteur du discours du trône, c'est-à-dire notre premier ministre, que le Gouvernement mettra jamais fin au chômage, simplement par des prêts aux municipalités, destinés à la construction d'hôtels de ville, par l'aide accordée aux